

**Note** : Ce règlement de consultation est partagé à titre d'exemple, dans l'objectif de familiariser les porteurs de projet d'énergie citoyenne avec le contenu habituel d'un Règlement de Consultation.

Il n'a toutefois pas vocation à être partagé en tant que modèle auprès des collectivités territoriales souhaitant lancer un marché de fourniture.

## Règlement de la consultation (RC)

Consultation n°

Date limite de remise des plis

**Date limite pour les demandes de renseignements complémentaires** : Les candidats doivent transmettre leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur ... au plus tard le ... avant ...h...

## Sommaire

1.	ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT .....	3
2.	CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE.....	3
3.	PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS .....	4
4.	JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION .....	7
5.	VOIES ET DELAIS DE RECOURS .....	9

# 1. ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT

## ■ Acheteur :

### IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

## ■ Description de la prestation :

### DESCRIPTION DES PRESTATIONS

## ■ Caractéristiques principales du contrat :

Code CPV	Libellé CPV
09310000-5	Electricité

## ■ Insertion :

Il n'est pas prévu d'insertion par l'activité économique.

## ■ Allotissement et structure de la consultation :

Conformément à l'article L2113-10 du Code de la commande publique le marché fait l'objet d'un lot unique dans la mesure où son objet ne permet pas d'identifier des prestations distinctes.

# 2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

## ■ Procédure de passation :

Définir la procédure utilisée après estimation du besoin.

## ■ Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : ...

## ■ Dossier de consultation :

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- RC
- AE
- CCAP
- CCTP
- BPU
- PROJET DE TITRE FONCIER (LE CAS ECHEANT)

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

## ■ Délai de validité des offres :

Le délai de validité des offres est de **6 mois** à compter de la date limite de réception des offres.

## ■ Communication et échanges d'informations par voie électronique :

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : ....

### 3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

---

#### ■ Réponse et groupement :

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution.

Le marché pourra être attribué à un opérateur économique seul ou à un groupement d'opérateurs économiques.

Un même opérateur économique ne peut être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur, pour l'exécution du marché public.

Un opérateur économique est identifié par son numéro SIREN (numéro à 9 chiffres) et non par son SIRET (numéro à 14 chiffres, les 5 derniers correspondant au code NIC, identifiant l'établissement). Aussi, pour chaque marché public, il ne doit être déposé qu'une seule offre émanant de structures ayant le même numéro SIREN. Dans le cas où malgré tout il a été déposé plusieurs offres par la même entité (même SIREN), seule sera retenue la dernière réponse déposée avant la date limite de dépôt des plis (article R2151-6 du code de la commande publique).

Ex : l'offre remise sous le SIRET 2222222212345 et celle remise sous le SIRET 2222222265432 émanent du même opérateur économique.

#### **Interdiction de présentation d'offres multiples**

Il est formellement interdit aux opérateurs économiques de présenter plusieurs offres pour le même marché public en agissant à la fois :

- en qualité d'opérateurs économiques individuels tout en figurant comme membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements (co-traitant ou mandataire).

Dans les cas visés ci-dessus, toutes ses offres seront déclarées irrecevables.

Tous les groupements constitués des mêmes opérateurs économiques seront considérés par l'acheteur comme un seul et même groupement, quand bien même les entités économiques qui le composent ont permuté (un cotraitant devenant mandataire ou inversement).

Conformément aux articles L1220-1 à L1220-3 du Code de la Commande publique et à l'arrêt du Conseil d'État N° 436532 436582 436583 - 2020-12-08, il sera considéré que si l'étude des offres, démontre que plusieurs personnes morales différentes qui constituent en principe des opérateurs économiques distincts, n'ont pas d'autonomie commerciale, résultant notamment des liens étroits entre leurs actionnaires ou leurs dirigeants, qui peut se manifester par l'absence totale ou partielle de moyens distincts ou la similarité de leurs offres pour un même lot, elles seront regardées comme un seul et même soumissionnaire et seule sera retenue la dernière réponse déposée avant la date limite de dépôt des plis (article R2151-6 du code de la commande publique).

Enfin, conformément à l'article R2142-4 du code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché. Si toutefois cela se produisait, l'acheteur rejettera toutes les offres qui ne respectent pas cette règle et les déclarera irrégulières.

#### ■ Variantes :

Les **variantes à l'initiative des candidats** ne sont pas autorisées.

Le représentant de l'acheteur n'impose aucune variante.

■ **Prestations supplémentaires éventuelles :**

Sans objet.

■ **Contenu des plis et conditions de participation :**

**I. A l'appui de leur candidature**, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Lettre de candidature (DC1)	<i>Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)</i>
Déclaration du candidat (DC2)	<i>Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)</i>
Déclaration du candidat ou équivalent qui indique les éléments de capacité financière	<i>La déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.</i>
Références fournitures ou services	<i>Une liste des principales références réalisées au cours des trois dernières années, indiquant la date, et le destinataire public ou privé. Si le candidat n'est pas en mesure de présenter une liste de références sur la période demandée en raison d'une création récente, il pourra, à défaut, prouver sa capacité professionnelle par tout document équivalent (certificats de qualification professionnelle, indication de l'expérience professionnelle du personnel de l'entreprise...)</i>

**Présentation des documents :** le candidat devra présenter ces documents soit dans des fichiers distincts (exemple : DC1.pdf, DC2.pdf), soit dans un même document (exemple : candidature.pdf) avec un sommaire et les numéros de page détaillant le contenu du document.

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

**II. L'offre des candidats** est composée des documents suivants :

Document	Descriptif
Mémoire technique	<i>Décrire ce que l'on attend dans le mémoire en technique en lien avec les critères. Par exemple :</i>

Document	Descriptif
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- description des sites de production et de leur capacité de production en kWh / an</li> <li>- Estimation des taux de couverture par l'ACC des bâtiments consommateurs</li> <li>- Délais de mise en place de l'opération</li> <li>- Description des moyens mis en place pour la gestion de l'opération (outils de suivi d'exploitation, maintenance, suivi de l'opération ACC, moyens de communication, etc.)</li> <li>- <b>Si critère sur gouvernance citoyenne</b> : description de la gouvernance de la structure candidate, description des possibilités de prise de participation dans la société par la collectivité et les autres acteurs locaux.</li> </ul>
BPU	Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) complété

#### ■ Modalités de remise des offres :

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : ....

Les copies de sauvegarde et les éléments de la proposition qui ne peuvent être transmis par voie électronique et les échantillons le cas échéant doivent être adressés à :

Par courrier :

**ADRESSE DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

Dépôt en main propre :

**ADRESSE DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Les propositions n'ont pas à être remises signées par les candidats. Le contrat sera signé par le seul attributaire de manière électronique.

Le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation. Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer les documents au format XAdES, CAdES ou PAdES.

#### ■ Remise des offres électroniques :

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance

avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur.

Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-dessus.

La copie de sauvegarde est une copie à l'identique de la réponse électronique destinée à se substituer, en cas d'anomalie, aux dossiers de candidature et de l'offre transmis par voie électronique. En aucun cas la remise d'une copie de sauvegarde autorise un prestataire à ne pas déposer son offre par voie électronique.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

Pour toute précision il convient de se reporter à la documentation suivante : ....

## 4. JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION

### ■ Critères de jugement des offres :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critères	Notation des critères	Pondération des critères
Valeur technique	100 points	30%
Prix	100 points	70%

**A MODIFIER / PONDERER notamment ajouter critère gouvernance citoyenne si souhaité**

### ■ Motifs de rejet des offres :

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :	
Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après

### Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

	demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat.

#### Régularisation des offres :

L'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats ayant remis une offre irrégulière de régulariser leur proposition, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par l'acheteur à défaut de quoi l'offre du candidat sera définitivement rejetée. Cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

#### Offres anormalement basses :

Conformément aux articles R2152-3 à R2153-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

#### ■ **Justificatifs à produire par l'attributaire :**

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public disposera d'un délai de cinq (5) jours francs à compter de la date d'envoi de la demande pour fournir les pièces suivantes :

- 1) Les certificats et attestations des articles R 2143-6 à R 2143-10 et R 2143-16 du Code de la Commande Publique,

En cas d'absence de production de ces pièces ou en cas de production après le délai visé ci-dessus, le pouvoir adjudicateur prononcera l'élimination de ce soumissionnaire et présentera alors la même demande au soumissionnaire suivant dans le classement des offres. Si nécessaire, cette procédure pourra être reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

- 2) les pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat,
- 3) l'acte d'engagement signé électroniquement dûment complété prenant en compte la mise au point le cas échéant,
- 4) En cas de groupement, l'habilitation du mandataire par les cotraitants. Celle-ci peut être signée électroniquement (par tous les cotraitants à l'aide d'un certificat électronique valable) ou peut être signée de manière manuscrite, puis scannée pour une transmission électronique. Dans ce cas, le mandataire devra pouvoir produire sans délai l'original papier en cas de sollicitation,
- 5) Le cas échéant, une copie de son attestation d'assurance décennale conformément à l'article L 241-1 du Code des assurances,
- 6) Pour les entreprises de BTP : s'il ne l'a pas produit dans son dossier de candidature, l'attestation délivrée par les organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations relatives aux congés payés établie au 31 décembre de l'année précédant celle du lancement de la



consultation,

- 7) Attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés aux personnes ou aux biens par l'exécution des prestations, avant et après réception des travaux.

## 5. VOIES ET DELAIS DE RECOURS

---

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

Tribunal Administratif de XXXX

**ADRESSE DU TA TERRITORIALEMENT COMPETENT**